

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

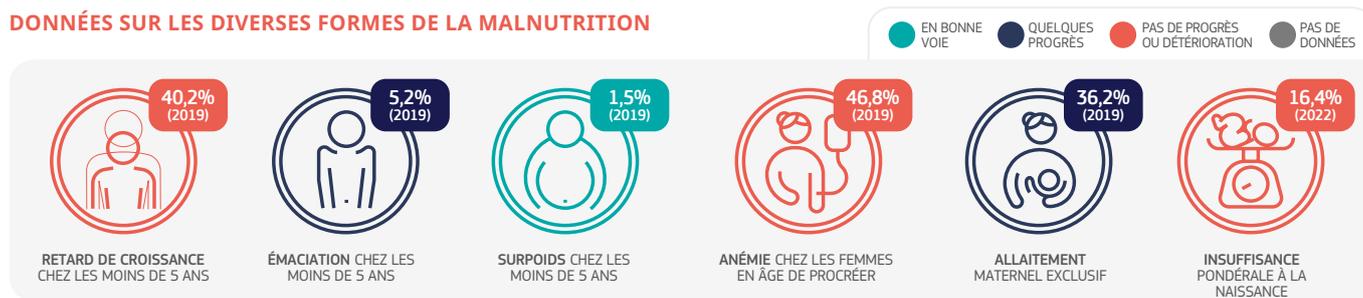
Situation nutritionnelle en République centrafricaine

EN RÉSUMÉ

La population de la République centrafricaine (RCA) est estimée à 5,7 millions d'habitants en 2023 et devrait atteindre 7 millions en 2030¹. Le pays a connu au cours des trois dernières décennies de multiples crises militaro-politiques qui ont désorganisé les systèmes productifs nationaux. La RCA fait aujourd'hui partie des pays les plus pauvres au monde². 45 % de sa population a besoin d'aide humanitaire et plusieurs groupes armés contrôlent une partie importante du territoire et des ressources³. Les indicateurs de nutrition n'ont que très faiblement évolué depuis les deux dernières décennies, la prévalence de la malnutrition chronique reste particulièrement élevée. La pauvreté

endémique et la désorganisation des systèmes productifs expliquent largement ces mauvaises performances. Malgré un potentiel agricole important, notamment en termes de disponibilité de terres arables et de ressources hydriques, la production agricole reste faible et peu diversifiée. Le pays est dépendant des importations en produits alimentaires et 95 % de la population n'a pas accès à une alimentation saine et équilibrée⁴. L'accès aux services sociaux de base telles que la santé et l'éducation, ainsi que les discriminations basées sur le genre⁵, contribuent également de façon importante à la détérioration de la situation nutritionnelle du pays.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

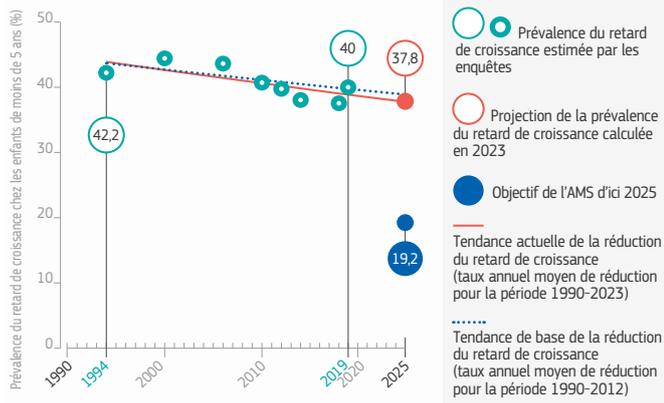
- En 2017, la RCA rejoint le mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) et le point focal national de SUN est nommé au sein du bureau du Premier ministre.
- Le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021 est élaboré et prévoit dans le cadre des piliers 2 et 3 plusieurs actions en faveur de la nutrition.
- En 2020, le Comité national multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition chargé de la coordination des actions de nutrition est opérationnalisé.
- En 2021, installation d'un Comité préfectoral en marge de la Journée mondiale de l'alimentation chargé d'élaborer et de coordonner les actions de nutrition au niveau local.
- La fortification est obligatoire en RCA pour le sel alimentaire depuis 1995.

Exemple de soutien de l'UE

Créé en juillet 2014 pour faire face à la crise politique et sécuritaire qui a frappé la République centrafricaine, le fonds fiduciaire en faveur de la République centrafricaine Békou (qui signifie «espoir» en sango) est un instrument regroupant l'UE, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays Bas et la Suisse. Doté d'une enveloppe de plus de EUR 300 M d'euros – financée à 70 % par l'UE – ce fond a permis de combler le vide entre la couverture des besoins humanitaires et le développement en RCA. Huit ans après sa création, près de 22 projets ont été mis en œuvre et des résultats pertinents en matière de nutrition ont été atteints. Grâce à ces soutiens, près de 40% de la population a eu accès aux services de soin de santé primaires; un million d'exploitants ont été appuyés dans leurs activités agricoles; et plus de 70 000 femmes ont été assistées dans leur intégration socio-économique via notamment un accès amélioré à l'éducation et la formation professionnelle.

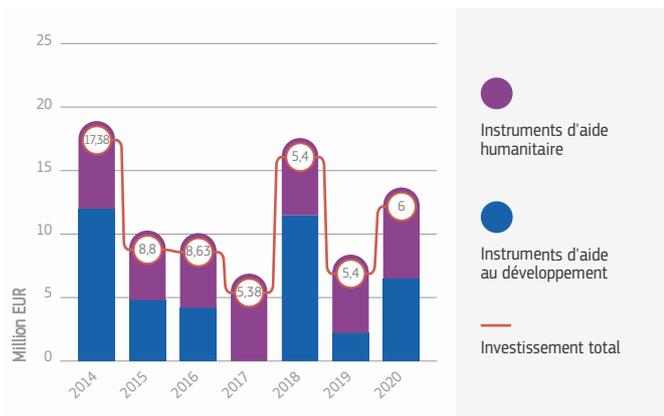


Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE.

Le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant du retard de croissance s'est accéléré, passant de 0,38 % en 2012 à 0,49 % en 2022. Si cette tendance se poursuit, le nombre d'enfants touchés par le retard de croissance en 2025 devrait atteindre 420 000.



ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020 – UN TOTAL DE 75,4 MILLIONS D'EUROS

L'UE s'est engagée en faveur de la RCA via la création du fonds fiduciaire Bêkou qui a pour mandat d'accompagner la transition du pays entre urgence et développement. Dans ce cadre, l'UE a financé divers programmes sensibles à la nutrition notamment dans les secteurs de la santé et de l'eau, du développement agricole et plus généralement de la lutte contre la pauvreté.

Dans le cadre du NDICI, l'UE a confirmé en 2021 un investissement de 20 Mio EUR dans le Programme de Renforcement du Système de Santé qui a notamment pour but d'assurer un accès équitable de la population aux soins de santé nutritionnelles.

En parallèle, l'UE a financé via la DG ECHO des actions d'urgence répondant aux besoins humanitaires vitaux des plus vulnérables. Ces actions incluent notamment des projets d'aide alimentaire, d'hébergement d'urgence et de soins de santé^{6,7}.

Planification pour la nutrition 2021-2027

Le processus de concertation organisé dans le cadre du [sommet UNFSS \(2021\)](#) a débouché sur la rédaction d'une [feuille de route nationale](#) qui fixe comme objectif à l'horizon 2030 la création de systèmes alimentaires durables et résilients permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle reste un des enjeux majeurs pour le développement de la RCA. Dans un contexte fragilisé par des années de conflits et de déplacement de populations, l'UE entend contribuer à la lutte contre toutes les formes de malnutrition en RCA dans le cadre de la nouvelle phase de programmation du NDICI⁸. Le cadre stratégique multi-annuel 2021-2027 est basé sur une analyse réalisée en 2019 conjointement avec les États Membres qui a permis d'identifier plusieurs secteurs d'intervention sensibles à la nutrition.

Dans le cadre du domaine prioritaire 2 «Développement humain», l'UE appuie l'accès des populations les plus vulnérables aux services de base. Des actions de renforcement des systèmes de santé sont prévues afin de permettre le suivi régulier des enfants et des femmes enceintes et de faciliter la prévention et le traitement des cas de malnutrition. L'UE entend également financer le développement des systèmes d'éducation primaire et secondaire du pays afin notamment d'en faciliter l'accès pour les filles. Ces actions, combinées avec la lutte contre les violences basées sur le genre, permettront de faciliter la pleine intégration des femmes et des filles dans la société centrafricaine et de contribuer ainsi à briser le cercle vicieux qui les piège dans la pauvreté et la malnutrition.

Dans le cadre du domaine prioritaire 3, «Transition verte et développement durable» l'UE appuie le secteur de l'économie verte en favorisant la création d'un environnement favorable au développement de l'agriculture et de l'élevage. Suivant les principes de la stratégie de la Ferme à la Table, l'UE entend appuyer le développement d'exploitations agricoles familiales productives et renforcer la structuration des filières alimentaires afin de diminuer les coûts transactionnels et d'assurer le partage équitable des marges entre opérateurs. En outre, l'UE entend favoriser le renforcement de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles et de la biodiversité – éléments essentiels des systèmes de production agricole – afin de préserver la capacité du pays à assurer sa souveraineté alimentaire dans le futur.

1 - [World Population Prospects 2022](#), données estimées juillet 2023

2 - Le pays est classé 188e sur 191 en termes d'indice de développement humain

3 - Données [PNUD](#)

4 - Donnée [SOFI](#)

5 - Dans le classement mondial de l'indice de genre (2021), la RCA a une valeur de 0,672 et se place au 166ème rang sur 170 pays. Le pays n'est pas classé dans l'indice 2022.

6 - L'UE a engagé 5,8 millions d'euros en 2021 et 2022 pour des actions humanitaires en RCA.

7 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.

8 - Cette stratégie de lutte contre la malnutrition intègre l'approche 360 degrés du Global Gateway qui vise à améliorer les cadres politiques, réglementaires et fiscaux pertinents en matière de nutrition tout en assurant l'inclusion sociale et économique des populations les plus vulnérables.